

Cahiers du
MONDE RUSSE

Cahiers du monde russe

Russie - Empire russe - Union soviétique et États
indépendants

44/2-3 | 2003

**Les pratiques administratives en Union soviétique,
1920-1960**

Le passé au service du présent

L'administration statistique de l'État soviétique entre 1918 et 1930

Martine Mespoulet et Alain Blum



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/8614>

DOI : 10.4000/monderusse.8614

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2003

Pagination : 343-368

ISBN : 2-7132-1813-6

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Martine Mespoulet et Alain Blum, « Le passé au service du présent », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 44/2-3 | 2003, mis en ligne le 01 janvier 2007, Consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/8614> ; DOI : 10.4000/monderusse.8614

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=CMR&ID_NUMPUBLIE=CMR_442&ID_ARTICLE=CMR_442_0343

Le passé au service du présent. L'administration statistique de l'État soviétique entre 1918 et 1930

par Martine MESPOULET et Alain BLUM

| Editions de l'EHESS | *Cahiers du monde russe*

2003/2-3 Vol 44

ISSN 1252-6576 | ISBN 2713218136 | pages 343 à 368

Pour citer cet article :

– MESPOULET . et BLUM ., Le passé au service du présent. L'administration statistique de l'État soviétique entre 1918 et 1930, *Cahiers du monde russe* 2003/2, Vol 44, p. 343-368.

Distribution électronique Cairn pour les Editions de l'EHESS.

© Editions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

ALAIN BLUM ET MARTINE MESPOULET

LE PASSÉ AU SERVICE DU PRÉSENT

L'administration statistique de l'État soviétique entre 1918 et 1930

À sa création, au lendemain d'Octobre 1917, l'administration statistique du nouvel État bolchevik présente une particularité : bien que centralisée, elle a été organisée sur la base de l'expérience des bureaux statistiques des anciennes institutions de gestion locale des *zemstva*. Elle en a hérité le personnel, les méthodes et certaines formes institutionnelles¹. En juillet 1918, les statisticiens des *zemstva* se retrouvèrent, en effet, aux commandes de la nouvelle Direction centrale de la statistique, la CSU (Central'noe Statističeskoe Upravlenie). Le directeur, Pavel I. Popov, était encore à la tête du bureau de statistique du *zemstvo* de Tula en février 1917. Parmi les dix premiers chefs de département, sept étaient d'anciens statisticiens des *zemstva*, un venait d'un bureau de statistique de ville et deux avaient travaillé dans des *zemstva* avant d'entrer dans un bureau de statistique urbaine². Tous venaient donc de la statistique locale.

En fait, cette situation n'est paradoxale qu'en apparence. Dès la fin des années 1880, les statisticiens des *zemstva* développèrent un projet scientifique au service du progrès économique et social qui dépassait le simple cadre d'une statistique régionale. Ils affirmèrent, en particulier, la nécessité d'homogénéiser et d'unifier les objets d'étude et les méthodes d'enquête et de traitement des données à l'échelle de l'ensemble du territoire russe³. Cela ne pouvait se faire sans un cadre institutionnel approprié. La Première Guerre mondiale, d'abord, puis la création de la CSU leur offrirent la possibilité d'en créer un à Moscou et dans les régions.

1. Martine Mespoulet, *Statistique et révolution en Russie. Un compromis impossible (1880-1930)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2001.

2. Rossijskij Gosudarstvennyj Arhiv Ekonomiki — RGAE, f. 1562, op. 1, d. 31, l. 129.

3. M. Mespoulet, *op. cit.* ; Alessandro Stanziani, *L'économie en révolution. Le cas russe, 1880-1930*, Paris, Albin Michel, 1998.

Ces caractéristiques de la genèse de l'administration statistique soviétique permettent d'aborder une question qui est au cœur du fonctionnement de l'administration de tout État issu d'un processus révolutionnaire : comment le nouveau gouvernement peut-il accomplir son projet de transformation de l'économie, de la société et de l'État en s'appuyant pour partie, au moins dans un premier temps, sur un personnel qui a été formé et a servi une autre forme d'État dans la période prérévolutionnaire ou, comme ici, qui a travaillé au service d'institutions de gestion locale dont le champ d'action était circonscrit à une autre échelle ? Quel est le degré et quelles sont les formes d'adhésion ou de coopération de ce personnel aux objectifs affichés par le nouvel État ? Répondre à ces questions nécessite d'étudier la manière dont s'est constitué le personnel de cette nouvelle administration et les trajectoires de ses membres issus de l'Ancien Régime tsariste.

À cette fin, nous présenterons tout d'abord les différentes mutations institutionnelles qui ont caractérisé la période de transition de la Première Guerre mondiale. En particulier, nous mettrons en évidence la série de glissements institutionnels qui ont conduit les premiers responsables de la CSU à sa tête. Ensuite, nous nous efforcerons de comprendre le rôle joué dans ce processus par des réseaux de statisticiens constitués dans la période prérévolutionnaire et dont nous essaierons de dresser les contours. Enfin, nous montrerons comment les choix d'organisation de la CSU peuvent être expliqués à la lumière de pratiques administratives anciennes des statisticiens venus des *zemstva*, tout en mettant en évidence l'adaptation ou la transformation de celles-ci face à une formulation différente de la demande de données chiffrées par le nouvel État.

Glissements institutionnels

La Première Guerre mondiale contribua de manière déterminante à faire passer la statistique des *zemstva* du statut d'une statistique régionale à celui d'une statistique d'État. La mise en place, entre août 1914 et octobre 1917, de diverses institutions liées à la gestion des conséquences économiques et sociales immédiates de la guerre joua un rôle central dans ce domaine⁴. L'Union des *zemstva*, fondée dès août 1914⁵, et diverses organisations économiques consacrées, en particulier, aux questions d'approvisionnement furent à l'origine d'une série de glissements institutionnels qui menèrent les statisticiens des *zemstva* à la direction de l'administration statistique de l'État bolchevik. L'Union élargit le champ d'action des statisticiens

4. Sur cette période, voir A. Stanziani, *op. cit.* ; Peter Holquist, « La société contre l'État, la société conduisant l'État : la société cultivée et le pouvoir d'État en Russie, 1914-1921 », in Jean-Paul Depretto, ed., *Pouvoirs et société en Union soviétique*, Paris, Editions de l'Atelier, 2002, p. 21-40.

5. Sur le rôle de l'Union des *zemstva* pendant la Première Guerre mondiale, voir William Gleason, « The All-Russian Union of Zemstvos and World War I », in Terence Emmons, Wayne S. Vucinich, eds, *The Zemstvo in Russia. An experiment in local self-government*, Cambridge, Cambridge University Press, 1982, p. 365-382.

des *zemstva* de la province à l'État. Toutefois, c'est une initiative du ministère de l'Agriculture qui fut à l'origine de l'ensemble des transformations institutionnelles qui allaient mener les statisticiens des *zemstva*, et notamment P. I. Popov, à la tête de la future CSU.

Peu après sa création en août 1915, le Conseil à l'approvisionnement⁶, placé sous la tutelle du ministère de l'Agriculture, décida d'organiser un recensement agricole pour faire le point sur la situation de l'approvisionnement agricole et alimentaire⁷. À cet effet, il convoqua un congrès des statisticiens des *zemstva* et des villes entre le 25 et le 27 décembre 1915. Popov, alors directeur du bureau de statistique du *zemstvo* de Toula, fut élu secrétaire et vice-président de la commission exécutive du congrès⁸, chargée d'organiser le congrès suivant et de régler les affaires courantes entre deux sessions. La commission eut notamment à contrôler l'organisation et le traitement des données du recensement agricole général décidé par le Conseil. La collecte des données devait être confiée aux différents bureaux de statistique des *zemstva*. En raison de sa fonction, Popov joua un rôle important dans la coordination de l'ensemble des opérations tout en dirigeant plus particulièrement celles de la province de Toula.

En mars 1917, il fut nommé directeur du bureau du recensement agricole de 1916 par le Gouvernement Provisoire. Placé sous la tutelle du ministère à l'Approvisionnement, cet organe était chargé d'effectuer le traitement des données de ce recensement. De fait, il se comporta comme un véritable bureau central de statistique, Popov le reconnaissait lui-même quelques années plus tard :

De cette façon, en m'appuyant sur le bureau du recensement de 1916, que je dirigeais, je pus, en fait, unifier tous les bureaux de statistique des *zemstva* et des villes de toute la Russie de l'époque, car les bureaux de statistique des *zemstva* et des villes collectaient les données du recensement et les traitaient. Cette union des statisticiens des *zemstva* et des municipalités m'a permis, quand la Grande Révolution d'Octobre est arrivée, de mettre tous les bureaux de statistique de tout le pays au service de la Grande Révolution d'Octobre⁹.

Le dispositif organisationnel adopté pour le recensement agricole de 1916 joua un rôle essentiel dans les transformations institutionnelles qui suivirent, contribuant à dessiner les contours de la future administration statistique de l'État bolchevik. En tant que directeur du bureau du recensement, Popov organisa également le recensement agricole de 1917¹⁰. La délimitation des circonscriptions de collecte des

6. Cette instance, créée le 15 août 1915, regroupait des représentants des ministères de l'Agriculture, de l'Économie et des Transports, de l'Union des *zemstva* et de l'Union des villes. Elle était présidée par le ministre de l'Agriculture.

7. Sur les questions posées au sujet de l'organisation du recensement agricole de 1916, voir notamment A. Stanziani, « Spécialistes, bureaucrates et paysans. Les approvisionnements agricoles pendant la Première Guerre mondiale, 1914-1917 », *Cahiers du Monde russe*, 4, 1997, p. 457-488.

8. P. I. Popov, « Avtobiografija », RGAE, f. 105, op. 1, d. 29.

9. *Ibid.*, l. 5.

10. Le ministère à l'Approvisionnement était devenu ministère de l'Agriculture.

données de celui-ci servit de base, en 1919, à la délimitation des circonscriptions du premier recensement agricole conduit par la CSU.

Au lendemain d'Octobre 1917, tous les anciens bureaux des *zemstva* et des municipalités furent rattachés institutionnellement au bureau du recensement de 1916, ce qui lui donna de fait un statut d'organe central de la statistique. Dans un premier temps, il fut intégré au nouveau commissariat à l'Agriculture, puis, en décembre 1917, au Conseil suprême de l'économie nationale (Vysšij Sovet Narodnogo Hozjajstva — VSNH). En élargissant son champ d'activité, cette nouvelle appartenance institutionnelle le consacra comme bureau central d'État de la statistique à part entière. À sa tête, Popov devenait, de fait, le chef de la statistique du nouvel État. À ce titre, il organisa son administration statistique. En avril 1918, il convoqua un congrès des statisticiens russes pour examiner les questions liées à l'organisation du recensement industriel qui devait être effectué la même année. Il lui soumit également le projet d'organisation d'une nouvelle administration statistique d'État qu'il avait élaboré conformément à la résolution votée par le congrès des statisticiens de décembre 1917, qui « avait chargé le bureau du recensement d'élaborer un plan d'organisation de tous les travaux de statistique effectués dans les régions comme au centre »¹¹.

Ainsi, le bureau du recensement agricole de 1916, puis celui du VSNH assurèrent une sorte de transition institutionnelle entre l'ancien réseau des bureaux statistiques des *zemstva* et la création d'une administration statistique d'État à l'échelle de l'ensemble du territoire russe. Fait remarquable, suivant un mouvement de translation, chaque nouvelle structure se glissa dans l'ancienne, fournissant ainsi un cadre institutionnel à la continuité des pratiques administratives. Il en fut ainsi dans les régions également. Après la suppression des *zemstva*, en décembre 1917, il fut prévu, dans un premier temps, de « transférer tous les organes statistiques sous la tutelle des conseils de l'économie nationale des provinces et de les relier, pour leur organisation et leur financement, au bureau du recensement du Conseil suprême de l'économie nationale »¹².

Les hommes glissèrent aussi d'une institution à une autre. Ainsi, cinq des six statisticiens responsables de l'ancien bureau du recensement du VSNH entrèrent en même temps que Popov à la CSU, dès juillet 1918, et y devinrent chefs de département. A. R. Brilling, N. Ja. Vorob'ev, V. M. Kolobov et A. I. Hrjaščeva venaient de la statistique des *zemstva*¹³. Pour sa part, V. P. Efremov était issu d'un bureau de statistique urbaine, donc de la statistique locale également. Cette caractéristique de la constitution du personnel de la CSU à sa création renvoie au rôle joué par les réseaux de statisticiens antérieurs à la révolution d'Octobre.

11. RGAE, f. 1562, op. 1, d. 28, l. 9.

12. *Ibid.* Sur la situation dans les régions, voir M. Mespoulet, « Les relations entre centre et régions au moment de la mise en place des bureaux statistiques des *gubernii*. L'exemple du *gubstatbjuro* de Saratov, 1918-1923 », *Cahiers du Monde russe*, 4, 1997, p. 489-510.

13. RGAE, f. 1562, op. 1, d. 30, l. 63.

Réseaux et formation du personnel

Ces hommes et ces femmes avaient déjà exercé des fonctions de responsabilité dans l'Empire russe. Souvent enfants de nobles, de bourgeois ou de professions intellectuelles, parfois de paysans, mais rarement d'ouvriers, la plupart d'entre eux étaient passés par les meilleurs établissements d'enseignement supérieur de l'Empire. Certains, même, avaient étudié dans une université étrangère prestigieuse.

À l'image des étudiants de leur génération, beaucoup avaient fréquenté des groupes révolutionnaires avant 1917. Tous étaient porteurs d'un projet de changement social. Plusieurs avaient subi les aléas des arrestations politiques. Parmi les onze chefs de département proposés au congrès des statisticiens de juin 1918, six avaient dû interrompre leurs études après une arrestation suivie de la prison ou de l'exil politique intérieur.

L'exil a été déterminant dans la construction de leurs carrières professionnelles. Dès les années 1870, un vaste réseau de solidarités et d'amitiés s'est créé entre statisticiens pour aider ceux qui étaient privés brutalement du droit de résidence à Moscou ou à Saint-Pétersbourg à trouver un emploi dans une ville de province où l'installation de condamnés politiques était autorisée¹⁴. Au hasard de leurs trajets d'exil, certains de ces hommes se sont croisés dans différents bureaux des *zemstva*. Certaines villes, Oufa, Saratov, Vologda ou Kharkov par exemple, furent des lieux privilégiés de rencontre et de constitution d'un réseau d'interconnaissance à l'échelle du vaste territoire de l'Empire à l'ouest de l'Oural.

En juillet 1918, Popov puise largement dans ce réseau pour construire l'ossature de la nouvelle administration qu'il dirige. Au cours de son propre exil intérieur, il a croisé tous ceux qui, venant de province, prennent en charge un département de l'administration statistique (voir le tableau de l'Annexe II) : Semenov à Smolensk en 1901 et Bljaher à Vologda en 1902, par exemple. Ceux qu'il n'a pas connus en exil ont participé aux différents congrès professionnels qui, à partir de la fin des années 1880, ont structuré progressivement le monde des statisticiens des *zemstva*. Tous nés entre 1868 et 1871, ils étaient issus d'une même génération.

Cette communauté de parcours, de génération et de pratiques professionnelles a rendu d'autant plus forte l'homogénéité de la première équipe dirigeante de la CSU, cimentée également par l'engagement politique de ses membres contre l'autocratie et pour une modernisation des institutions de l'État.

L'élargissement de l'équipe de départ, effectué au rythme de la création de nouveaux départements centraux entre la fin de l'année 1918 et la fin de l'année 1921, n'a pas modifié son profil : quatorze des vingt-sept responsables en poste en janvier 1921 sont des statisticiens issus de bureaux des *zemstva* et trois viennent de bureaux de villes. Les départs et les recrutements ont eu cependant quelques effets : plusieurs nouveaux venus sont nés dans la décennie 1880, et non plus dans les années 1860 et 1870 comme leurs aînés de l'équipe initiale. Par ailleurs, ils sont

14. Sur le rôle de l'exil intérieur dans la constitution de la communauté professionnelle des statisticiens des *zemstva*, voir M. Mespoulet, *Statistique et révolution en Russie*, op. cit.

issus d'un autre monde administratif ou institutionnel que celui des *zemstva*, celui de la statistique d'État par exemple. Recrutés pour organiser de nouveaux départements correspondant à des nouvelles branches de la statistique qui exigent de nouvelles compétences, comme la statistique du travail ou la balance de l'économie nationale, ils incarnent les premières transformations dans l'administration de la CSU. Il en est ainsi jusqu'en 1926.

Une hiérarchie des âges et des qualifications

L'ensemble de l'appareil, dirigeants, statisticiens, chiffreurs¹⁵, employés administratifs, n'a pas été recruté de la même manière. Le personnel embauché entre 1918 et 1924 appartient à deux générations, l'une née avant 1880, l'autre dans les années 1890 (Tableau 1)¹⁶. Les responsables des départements appartiennent à la première, le personnel moins qualifié et ayant peu de responsabilités à la seconde.

Tableau 1. Répartition du personnel recruté entre 1918 et 1924 selon la génération et la position dans l'institution (% et effectifs)

	entrés entre 1918 et 1919			entrés entre 1920 et 1924		
	ensemble du personnel	statisticiens économistes	responsables	ensemble du personnel	statisticiens économistes	responsables
génération	répartition (en %)					
1860-1869	5	11	14	3	3	11
1870-1879	24	11	24	13	15	19
1880-1889	19	21	30	10	9	28
1890-1899	36	36	32	40	45	35
1900-1909	16	21	0	34	28	7
total	100	100	100	100	100	100
	effectifs dans l'échantillon					
eff. – total	100	22	47	149	70	70
dont génération manquante	14	3	10	6	3	1

Cette distance entre les générations renforce la coupure introduite par un recrutement fondé sur la compétence et la pratique professionnelle. Dès les premières années du nouvel État, elle introduit une dissociation entre ceux qui possèdent le savoir et qui dirigent, génération qui a plus de 40 ans en 1917, et ceux qui sont sous

15. Il s'agit des *sčetičiki*, employés chargés d'établir les tableaux de données et de faire les calculs.

16. Les sources utilisées pour le calcul des données concernant le personnel sont exposées dans l'Annexe I.

leurs ordres, soldats de l'Armée rouge ou jeunes non qualifiés vivant en ville, dont l'instruction a été interrompue par la Première Guerre mondiale et la révolution. La relation entre niveau d'instruction et responsabilité ou fonction occupée n'est pas différente de celle qui caractérisait les bureaux des *zemstva* avant 1917 : plus le niveau d'instruction est élevé, plus la fonction est qualifiée et plus le niveau de responsabilité augmente (Tableau 2).

Tableau 2. Niveau d'instruction et position professionnelle selon la date d'entrée dans la CSU (% et effectifs)

	entrés entre 1918 et 1919				entrés entre 1920 et 1924			
	ensemble du personnel	statisticiens non qualifiés	statisticiens économistes	responsables	ensemble du personnel	statisticiens non qualifiés	statisticiens économistes	responsables
niveau d'instruction	répartition (en %)							
supérieur (complet ou incomplet)	42	18	62	79	41	18	49	72
moyen (complet ou incomplet)	48	79	38	21	48	71	49	26
initial	8	0	0	0	9	11	2	2
illettré ou analphabète	2	3	0	0	2	0	0	0
total	100	100	100	100	100	100	100	100
	effectifs dans l'échantillon							
effectifs	100	33	22	47	149	29	70	70
dont niveau manquant	3	0	5	11	9	3	9	17

La stratification sociale ne peut être dégagée directement des sources utilisées : bien que les dossiers professionnels comportent une question sur l'origine et la position sociales¹⁷, ces deux informations sont absentes dans deux tiers des dossiers remplis dans les premières années qui suivent la révolution. S'agit-il d'une omission volontaire par crainte d'un usage stigmatisant ou seulement de l'indifférence

17. Quand la position sociale est donnée, elle n'offre par ailleurs pas un grand intérêt car elle n'indique que la position dans l'institution, c'est-à-dire le plus souvent celle d'« employé ».

des administrateurs vis-à-vis d'un critère qu'ils considèrent comme secondaire ? Notons cependant que, lors de la purge de 1924, l'origine de classe constitue déjà un stigmate, une raison à elle seule de licenciement¹⁸. Les rapports divers établis à cette occasion mettent en évidence une proportion importante de personnel d'origine noble, cléricale ou bourgeoise, selon l'ancienne classification tsariste en ordres sociaux¹⁹. Cette identité, qui agit comme une stigmatisation politique et sociale, sera mentionnée plus fréquemment à partir du milieu des années 1920. Alors qu'un peu plus de 10% des dossiers comportent cette indication entre 1918 et 1919, c'est le cas d'un tiers d'entre eux entre 1920 et 1925 et de près de 40% entre 1926 et 1929.

Tableau 3. Répartition du personnel recruté entre 1918 et 1924 selon l'année de naissance et le niveau d'instruction (%)

génération	niveau d'instruction						total
	supérieur	supérieur non terminé	moyen	moyen non terminé	éducation à domicile	autre	
1860-1879 <i>n = 43</i>	33	2	47	0	7	11	100
1880-1899 <i>n = 97</i>	27	18	43	5	0	7	100
1900-1909 <i>n = 45</i>	2	18	47	13	2	18	100
total <i>n = 185</i>	22	14	46	6	2	10	100

À défaut d'une appréciation directe de l'origine des nouveaux recrutés, les langues parlées par le personnel peuvent constituer un bon indicateur indirect de l'origine sociale et du niveau de formation des individus. Pour partie, elles sont même une expression plus fine de l'origine de chacun, mêlant indices sociaux et indices culturels. Le français, langue de la noblesse de l'Ancien Régime et des couches cultivées, est autant pratiqué que l'allemand. Un membre du personnel sur cinq connaît cette langue, ce qui témoigne d'une origine sociale privilégiée. L'inégalité des compétences linguistiques entre niveaux de qualification montre que la hiérarchie à l'intérieur de la CSU est aussi une stratification sociale liée à la culture (Tableau 4).

18. Alain Blum, « La purge de 1924 à la Direction centrale de la statistique », *Annales HSS*, 2, 2000, p. 249-282.

19. *Ibid.*

**Tableau 4. Langues parlées par le personnel de la CSU
entré entre 1918 et 1924 (%)**

	entrés entre 1918 et 1919				entrés entre 1920 et 1924			
	ensemble du personnel n = 102	statisticiens non qualifiés n = 33	statisticiens économistes n = 22	responsables n = 47	ensemble du personnel n = 149	statisticiens non qualifiés n = 29	statisticiens économistes n = 70	responsables n = 70
langue	répartition (en %)							
français	18	18	23	40	15	21	16	41
allemand	20	18	14	51	18	17	17	43
au moins une langue étrangère	23	21	23	57	23	21	26	51

**Tableau 5. Répartition selon le sexe et la position du personnel
entré dans la CSU entre 1918 et 1924 (%)**

	position													
	responsables	statisticiens économistes	statisticiens non qualifiés	administratifs	postes non qualifiés	autres	total							
sexe	entrés en 1918 et 1919													
hommes	67	22	60	36	10	9	50	3	13	6	44	24	35	100
femmes	33	2	40	13	90	46	50	2	87	21	56	16	65	100
total	100	9	100	21	100	33	100	2	100	16	100	19	100	100
	entrés entre 1920 et 1924													
hommes	78	7	39	48	18	9	33	4	47	13	58	19	38	100
femmes	22	4	61	47	82	25	67	4	53	9	42	10	62	100
total	100	5	100	48	100	19	100	4	100	10	100	14	100	100

Nota : la répartition ligne est à droite de chaque cellule, la répartition colonne est à gauche. Ainsi, 22% des hommes, entrés à la CSU en 1918 et 1919, sont des responsables ; 67% des responsables, entrés en 1918 et 1919, sont des hommes.

La stratification sociale et culturelle n'est pas la seule forme de hiérarchisation interne du personnel de la nouvelle administration soviétique. Celle-ci repose aussi sur une division sexuelle du travail. Les femmes, majoritaires, constituent les deux tiers du personnel recruté entre 1918 et 1925, et sont affectées principalement à des postes subalternes. Elles représentent moins d'un tiers des responsables au sens large du terme, chefs de département et adjoints, et sont, dans ce cas, cantonnées le plus souvent dans les départements administratifs. Une seule d'entre elles, Anna Ivanovna Hrjaščeva, est chef de département. En revanche, elles sont nombreuses dans les travaux techniques peu qualifiés, notamment de chiffreurs (Tableau 5).

Les réseaux familiaux

La présence d'un certain nombre de femmes dans différents départements de la CSU est pour partie l'expression de solidarités familiales. Face aux difficultés économiques du moment, le recrutement de proches, notamment des épouses et des filles, peut être interprété, dans un lieu dont l'accès est encore contrôlé par les représentants d'une élite de l'Ancien Régime, comme le seul moyen à disposition susceptible de fournir un emploi pour survivre. Des frères ou des fils ont été recrutés également. En 1926, un membre du personnel sur dix avait un parent dans la Direction centrale²⁰. Plus largement, le réseau de parenté, d'accès plus facile et direct, a été utilisé au même titre que celui d'anciens collègues ou compagnons de route et d'université.

Cela s'explique tant par la situation d'urgence des années post-révolutionnaires que par la survivance d'une forme de reproduction sociale. La difficulté de recruter un personnel qualifié et instruit dans des délais très courts, juste après la révolution, a conduit les responsables de la Direction centrale à aller au plus proche pour agir vite, à recruter par connaissance. Après avoir fait le tour des statisticiens travaillant avant la révolution, ils ont recruté un personnel moins expérimenté, mais instruit, par relation ou au sein de leurs propres familles. Ce fut le cas de femmes (épouses et filles) et d'anciens nobles à la recherche d'un emploi. Enfin, il est probable que cette administration organisée par une ancienne élite intellectuelle ait servi de refuge à de nombreux membres de celle-ci et à des femmes, inactives avant la révolution, qui, pour survivre, ont dû chercher un emploi après 1917.

Ainsi, si les accusations de népotisme portées par la cellule du parti de la CSU et par la Commission de contrôle du parti, lors de la purge de 1924, reposent probablement sur le constat réel de liens de parenté entre certains membres du personnel de la CSU²¹, elles ont en revanche instrumentalisé à des fins politiques des faits qui

20. 79 personnes parmi 780. « Liste des collaborateurs de la Direction centrale de la statistique ayant entre eux des relations de parenté », RGAE, f. 1562, op. 30, d. 11, l. 102-103. Ce nombre est, bien entendu, plus de deux fois plus élevé que le nombre de liens de parenté, puisque l'existence d'un lien implique au moins deux personnes.

21. A. Blum, « La purge de 1924... », *art. cit.*

tiennent plus à des logiques sociales habituelles dans une situation du type de celle qui a été décrite qu'à une logique du complot. Non seulement la révolution ne pouvait éradiquer les mécanismes de reproduction culturelle et sociale en œuvre dans les familles de quelque origine qu'elles fussent, mais ceux-ci allaient survivre, même sous une autre forme, dans la société soviétique elle-même.

Dans la première moitié des années 1920, la Direction de la statistique reproduit donc certaines caractéristiques de la stratification sociale prérévolutionnaire. En revanche, les nouvelles catégories qui apparaissent — personnel non qualifié passé par l'Armée rouge, en particulier — vont fournir les premiers ferments de tensions internes. En effet, même si ces individus ne sont pas tous d'origine paysanne, ils sont ancrés dans un milieu populaire marqué par la violence de la Première Guerre mondiale²².

L'organisation d'une administration au service d'un État moderne

En 1918, la CSU hérite, avec son personnel, d'une conception de l'administration forgée au XIX^e siècle. Ses responsables sont porteurs d'un projet politique fondé avant tout sur une conviction : la Russie doit être construite autour d'un État moderne. La place grandissante accordée à une démarche scientifique de connaissance, dont la statistique est un des outils, constitue un des éléments de cette modernité²³.

Rationalité scientifique et efficacité administrative

Après Octobre 1917, les fondements de l'action des statisticiens demeurent les mêmes que dans la période prérévolutionnaire : en étant « au service de la vérité »²⁴, la statistique est au service du peuple, qui est représenté par l'État, et l'administration statistique doit incarner ce projet. Ainsi s'explique la forme prise par l'administration constituée par les premiers responsables de la CSU : centralisée, hiérarchisée, structurée autour d'une série de départements analogues aux grandes divisions de la statistique du XIX^e siècle. Elle reflète encore le monde des administrations statistiques européennes organisées progressivement à partir des années 1860.

À cet égard, le choix de la centralisation se situait dans la continuité de la conception qui avait prévalu, au XIX^e siècle, au moment de l'organisation du Comité central

22. Sur l'effet de la violence sociale pendant cette période, voir notamment Peter Holquist, « La question de la violence », in Michel Dreyfus *et al.*, eds, *Le siècle des communismes*, Paris, Ed. de l'Atelier, 2000, p. 122-143.

23. Au sujet de l'histoire des institutions de la statistique en Europe au XIX^e siècle, voir notamment Jacques et Michel Dupâquier, *Histoire de la démographie*, Paris, Perrin, 1985. Sur l'histoire de la théorie et des outils, voir Alain Desrosières, *La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*, Paris, La Découverte, 1993. Sur l'histoire de la statistique russe, on pourra se reporter en particulier à M. V. Ptuha, *Očerki po istorii statistiki v SSSR (Essais sur l'histoire de la statistique en URSS)*, t. 1-2, Moscou, 1955-1959.

24. L'expression fut employée par Aleksej F. Fortunatov lors du XI^e congrès des naturalistes et des médecins en 1901.

de la statistique de l'État tsariste, et qui avait été fermement défendue par P. P. Semenov Tjan'-Šanskij, quand il était à sa tête, et par le statisticien Ju. E. Janson. La centralisation répondait au souci de l'efficacité administrative. Elle reposait également sur des arguments scientifiques : aux yeux des statisticiens, elle paraissait être le meilleur moyen pour unifier et homogénéiser le recueil et le traitement des données, pour garantir la fiabilité et l'exhaustivité de l'information collectée. La centralisation n'était pas seulement verticale. Horizontale, elle visait à unifier l'ensemble des pratiques statistiques, souvent dispersées jusque-là dans différents services de ministères. La rationalité scientifique était ici au service de l'efficacité politique, conception alors partagée par toutes les administrations statistiques européennes.

Indépendance scientifique et indépendance institutionnelle

Au service de l'État, l'administration statistique devait néanmoins demeurer indépendante du pouvoir politique. Les statisticiens restaient fidèles en cela à un des principes fermement défendus par les congrès internationaux de statistique du XIX^e siècle²⁵, et qui fut repris unanimement par les participants au congrès des statisticiens russes de juin 1918. La raison scientifique ne pouvait pas se laisser commander par la raison politique, mais devait, au contraire, éclairer la prise de décision politique. À cette fin, la CSU devait être indépendante de tout ministère et de toute instance politique. Elle fut donc rattachée directement au Conseil des commissaires du peuple²⁶, et jouit du droit de se mettre « directement en rapport avec tous les ministères et avec toutes les autres administrations » sans avoir à passer par une instance de tutelle. À différentes reprises tout au long des années 1920, cette attitude d'indépendance des statisticiens les opposa aux dirigeants bolcheviks, mais aussi à d'autres administrations plus proches du pouvoir politique, en particulier le *Gosplan* et le commissariat à l'Agriculture.

Les anciens statisticiens des *zemstva* à la tête de la CSU étaient d'autant plus attachés à l'indépendance institutionnelle de leur administration qu'il s'agissait d'un principe organisateur fermement défendu par leur groupe professionnel depuis la fin du XIX^e siècle. Comme les autres corps de spécialistes professionnels en formation à partir des années 1880, ils avaient construit leur identité sociale autour de deux principes fondamentaux pour eux, la compétence et l'indépendance²⁷. Avant 1917, les congrès professionnels fournirent un lieu à l'expression de cette attitude. Dans cette logique, les statuts de la nouvelle CSU furent discutés et votés par le congrès de statisticiens de juin 1918 réuni à Moscou. Au cours des années 1920, les congrès et confé-

25. Voir notamment les résolutions prises par le congrès de Florence de 1867.

26. Paragraphe 2 du texte de loi réglementant son organisation.

27. Sur ces questions, voir Harley D. Balzer, ed., *Russia's missing middle class : The professions in Russian history*, Armonk, NY, M. E. Sharpe, 1996. Au sujet des statisticiens des *zemstva*, voir M. Mespoulet, *Statistique et révolution en Russie*, *op. cit.*

rences continuèrent à jouer ce rôle de lieux de discussion d'une profession dans une arène indépendante du pouvoir, marquée du seul sceau de la profession.

La compétence, rempart de résistance face au pouvoir

Quand, à partir du milieu des années 1920, les relations se tendirent entre les statisticiens de la CSU et les dirigeants politiques, l'attachement au principe de la compétence devint une forme de résistance face aux injonctions du pouvoir ou à la concurrence d'autres administrations dans la production des données. Les statisticiens firent du maintien du niveau de la qualification du personnel un argument central dans leurs négociations avec les représentants du pouvoir au sujet des réductions d'effectifs ou des augmentations de salaires, par exemple²⁸. Ce fut également un mode de défense contre les évictions de personnel en 1921-1922 ou au moment de la purge de 1924 au sein de la Direction centrale²⁹. Dans ce cas-ci, face à la volonté politique de remplacer certains responsables et statisticiens qualifiés par des hommes du parti, Popov déclara :

Pour que l'on puisse remplacer sans dommage le personnel de la statistique de la CSU par des camarades du parti, il est tout à fait indispensable de tenir compte des points fondamentaux suivants :

Un statisticien, c'est un spécialiste au même titre qu'un médecin, un ingénieur, un agronome, etc.

Il découle de cela qu'il est absolument impossible de remplacer de manière mécanique des personnes qui possèdent une formation statistique et une expérience pratique appropriées par des camarades du parti dépourvus des connaissances et de la pratique indiquées, tout comme il est impossible de remplacer de manière mécanique un médecin par un camarade communiste qui n'a pas travaillé dans le domaine de la santé publique et ne possède pas les connaissances nécessaires³⁰.

La formation politique ne pouvait pas remplacer l'expérience et le savoir en statistique. Pour cette raison, les statisticiens s'efforcèrent de maintenir le plus longtemps possible un système de formation à trois niveaux, interne à la CSU, dont ils maîtrisaient les programmes et les contenus³¹. La création de l'Institut de l'économie nationale Plehanov, en 1924, fragilisa ce dispositif. La sortie des premières promotions de « statisticiens rouges » à la fin des années 1920 lui porta le coup de grâce. Les contenus des programmes des sessions de formation internes à la CSU devinrent beaucoup plus techniques. Au début des années 1930, la place de la théorie statistique y fut fortement réduite.

28. M. Mespoulet, « Une lutte pour l'autonomie professionnelle : être statisticien dans une région au début des années 1920 », in J-P. Depretto, ed., *op. cit.*, p. 63-88.

29. A. Blum, « La purge de 1924... », *art. cit.*

30. Gosudarstvennyj Arhiv Rossijskoj Federacii — GARF, f. 374, op. 28, d. 603, l. 38.

31. M. Mespoulet, *Statistique et révolution en Russie*, *op. cit.*

Un réseau dense de bureaux régionaux

La capacité à conduire les travaux d'enquête sur le terrain faisait partie des principaux critères de la compétence. Cela explique l'attention particulière apportée à la constitution, dès septembre 1918, d'un réseau de bureaux locaux de la CSU dans les régions et au recrutement de leur personnel. Sensibilisés plus que d'autres aux questions posées par la pratique de l'enquête sur le terrain, les anciens statisticiens des *zemstva* appuyèrent la nouvelle administration centralisée de la statistique sur un réseau dense de bureaux à l'échelon de chaque province (*gubernija*) et de chaque district rural (*uezd*). En Europe, au début des années 1920, la CSU était probablement l'administration statistique d'État qui avait le plus gros réseau de bureaux locaux dans les régions³².

Ce choix d'organisation s'explique par une spécificité du travail de la production des données statistiques. Toute publication de chiffres par un bureau central d'État dépend de la qualité du travail de collecte des données effectuée à l'échelle locale. Pour cette raison, l'implantation de postes de statisticiens jusqu'au fin fond des provinces fut considérée comme un élément central de l'organisation de la CSU. Pour les statisticiens, la fiabilité du travail de recueil des informations à l'échelon administratif le plus bas du territoire en dépendait. Seule la présence de statisticiens dans les campagnes pouvait éviter le recours aux données collectées et transmises par une administration beaucoup plus proche du pouvoir politique que de la CSU, en particulier les soviets ruraux et les comités exécutifs locaux.

La relation au territoire est centrale dans la production des données statistiques, mais aussi dans le choix des méthodes de collecte³³. C'est le cas, en particulier, dans la délimitation des aires d'enquête. Sauvegarder la continuité des données est nécessaire à la comparaison dans le temps. Ainsi, dans un premier temps, les limites des circonscriptions d'enquête du recensement agricole de 1919 épousèrent celles du recensement de 1917. D'un autre côté, la plupart des aires d'enquêtes par sondage des enquêtes dynamiques effectuées dans l'agriculture avant 1917 furent conservées au début des années 1920. Outil d'observation continue sur un territoire et une population, elles furent l'objet de controverses dès le milieu des années 1920, accusées, notamment par les statisticiens du *Gosplan*, de n'être pas représentatives.

Les statisticiens de la CSU défendirent pied à pied leurs procédures d'observation tant que les limites de la compétence administrative des bureaux régionaux ne furent pas modifiées. Au fur et à mesure de l'application par étapes de la réforme administrative territoriale, entre 1923 et 1928, ils furent obligés d'adapter leurs circonscriptions d'enquête aux nouvelles limites administratives³⁴. Les nouvelles régions administratives, les *oblasti*, définies par le *Gosplan* en 1923, devaient

32. *Ibid.*

33. A. Desrosières, « Du territoire au laboratoire : la statistique au XIX^e siècle », *Courrier des statistiques*, 81-82, 1997, p. 53-61.

34. Sur cette réforme administrative territoriale, voir Marie-Claude Maurel, *Territoire et stratégies soviétiques*, Paris, Economica, 1982.

devenir des maillons efficaces de la centralisation économique et administrative. Quand cette réforme connut sa dernière étape, en 1928, chaque *oblast* avait été constituée par regroupement de plusieurs *gubernii*. Le territoire de l'échelon administratif régional s'élargit, celui du district également. Tout changea d'échelle, les circonscriptions d'enquête de la CSU aussi.

L'échelon territorial de l'*oblast* poussa à une centralisation plus forte de l'administration de l'État soviétique dans son ensemble. Pour cela, il fallait notamment casser l'échelon administratif de la *gubernija*, qui était un héritage de l'ancienne administration tsariste. Dans le cas de la statistique, l'héritage allait bien au-delà. La plupart des bureaux de *gubernija* étaient dirigés par des statisticiens des anciennes administrations de gestion locale des *zemstva* de ces mêmes *gubernii*. Ceux-ci en avaient conservé beaucoup de méthodes d'enquête. En ôtant toute sa pertinence à la *gubernija* comme territoire d'observation, la nouvelle carte administrative de 1928 obligea les statisticiens des anciens bureaux de *gubernija* de la CSU à transformer leurs procédures d'enquêtes pour les adapter aux normes imposées par l'administration du plan à travers une nouvelle échelle du territoire d'observation. En les contraignant à adapter leur instrument d'observation, cette réforme leur imposa de l'extérieur un nouveau mode de travail.

En fait, l'application définitive, en 1928, de la réforme administrative territoriale fit bien plus pour déstabiliser la continuité des méthodes d'enquête dans l'agriculture, dans les bureaux régionaux, que toutes les attaques verbales dont celles-ci avaient pu être l'objet jusque-là.

Conclusion — Les transformations des années 1930, quelques pistes

Sans détailler les transformations des années 1930³⁵, on peut souligner déjà qu'elles sont à la fois une prolongation des principales caractéristiques de la formation de la CSU pendant les années 1920 et une exacerbation des changements apparus dans la seconde moitié de cette décennie.

La mobilité du personnel s'amplifie considérablement. Elle n'est plus seulement l'effet d'une rotation du personnel liée à des raisons d'opportunité, mais le résultat d'une pratique plus fréquente des évictions et de la purge de 1937. Elle se caractérise aussi, à partir du milieu des années 1930, par une transformation profonde du mode de recrutement, qui conduit à un affaiblissement des liens de solidarité qui contribuaient à la cohésion du personnel de cette administration. Parmi de nombreux changements, on observe en particulier un recrutement paysan de plus en plus important. Ce personnel ne vient plus de la région de Moscou, mais de beaucoup plus loin, pour certains des régions périphériques de l'Empire. Ceux qui sont entrés dans la CSU avant 1920 étaient, pour près de la moitié, nés à Moscou ou dans sa région. Dans les années 1930, moins d'un tiers en est originaire. Fuyant la collectivisation ou poussés

35. Pour des développements plus précis, voir A. Blum et M. Mespoulet, *L'anarchie bureaucratique. Statistique et pouvoir sous Staline*, Paris, La Découverte, 2003.

à une mobilité plus grande par l'industrialisation du pays, ils viennent, nombreux, des régions occidentales et du nord du Caucase. Cette géographie des origines porte la trace précise des zones les plus touchées par la collectivisation. Cette diversité des provenances contribue à modifier les liens de reconnaissance mutuelle qui peuvent s'établir au sein de cette administration, affaiblissant en particulier l'action de toutes les relations cimentées par une origine et des trajectoires communes.

Deux exemples peuvent illustrer certains de ces parcours, ceux d'Ivan Vasil'evič Sautin et de Dmitrij Danilovič Degtjar'. Le premier, membre du parti, d'origine paysanne, né en 1903, fut nommé directeur en 1938, à la place de Kraval', quelques mois après l'arrestation de ce dernier. Son parcours est bien plus celui d'un homme d'appareil que d'un statisticien professionnel : après avoir été ouvrier, il exerce différentes responsabilités dans des écoles pour adolescents (l'équivalent de maisons de redressement). Actif au niveau politique, il étudie, à partir de 1928, dans des établissements pédagogiques, puis devient professeur d'économie politique dans un combinat. Son activité politique le conduit d'abord à Leningrad, puis à Moscou, où il étudie à l'Institut des professeurs rouges avant d'être nommé directeur de la Direction de la statistique.

Son adjoint, Dmitrij Danilovič Degtjar' est un paysan ukrainien. Né en 1904, il devient membre du parti en 1926. Il commence à travailler en Ukraine dans sa propre exploitation agricole, puis dans un artel. Une fois entré au parti, il se forme dans une faculté ouvrière, puis à l'Institut Plehanov à Moscou. Il entre en 1930 au *Gosplan* et devient doyen de l'Académie soviétique de la planification en 1932. Il part ensuite dans la région de Stalingrad, où il exerce des responsabilités politiques. Il devient notamment secrétaire du parti d'une petite ville. Puis, après avoir occupé la fonction de secrétaire de l'Union de l'industrie du tricotage de Moscou, il est nommé à la tête de la Direction de la statistique en 1938.

Tous deux représentent la nouvelle génération de cadres rouges formés dans les nouvelles institutions soviétiques d'enseignement supérieur à partir de la seconde moitié des années 1920. Dans l'administration statistique, leurs parcours tiennent peu compte des compétences et de la formation professionnelle. Fidèles au parti avant tout, ces nouveaux responsables ne se connaissent manifestement pas entre eux avant d'être nommés à ces responsabilités et de travailler ensemble. Leur loyauté vis-à-vis du parti importe plus.

Alain Blum

EHESS — Centre d'études du monde russe, soviétique et post-soviétique

et INED

blum@ehess.fr

Martine Mespoulet

Université d'Angers

martine.mespoulet@wanadoo.fr

Annexe I

Les sources

Les nombreuses sources utilisées pour décrire la formation de l'administration permettent une reconstitution fine des trajectoires professionnelles et sociales des individus qui y ont travaillé à différents moments de son histoire. Elles permettent de suivre avec précision le parcours des membres du personnel avant leur entrée et au cours de leur passage dans cette administration. En revanche, nous n'avons pas toujours trouvé des informations sur leur devenir après leur départ.

La source principale consultée est constituée par les dossiers et les fiches du personnel conservés aux Archives nationales de l'économie (RGAE). Ces dossiers ont été établis pour chacun à son entrée dans l'administration statistique. Leur partie principale fournit un ensemble d'informations standardisées : aux caractéristiques socio-démographiques classiques (lieu et date de naissance, âge, sexe) s'ajoutent des critères plus spécifiques à la période soviétique étudiée, qui caractérisent chacun par sa nationalité, au sens soviétique, sa position et son origine sociale. Le niveau de formation, la pratique d'une langue étrangère, l'appartenance au parti ou à un syndicat, le parcours professionnel antérieur à l'entrée dans cette administration sont indiqués également ainsi que les différentes positions occupées au sein de celle-ci. Enfin, la raison officielle du départ est indiquée dans certains cas.

Ces dossiers contiennent parfois d'autres documents : dénonciations, autobiographies, recommandations, indications relatives au passé politique. Les autobiographies sont totalement absentes des dossiers constitués pendant les années 1920. Ainsi, parmi le millier de dossiers dépouillés, nous avons trouvé seulement 96 autobiographies, dont une quinzaine écrites dans la première moitié des années 1930. Toutes les autres ont été rédigées dans la seconde moitié des années 1930. Enfin, seuls quatre dossiers comportaient des dénonciations.

Des sources complémentaires nous ont permis de vérifier le degré d'adéquation, de couverture et de qualité de ces dossiers. Nous avons utilisé pour cela les listes du personnel, établies sous des formes diverses : répertoires alphabétiques ou organigrammes. Enfin, des décisions administratives internes, telles que des arrêtés de licenciement ou de recrutement, ont aidé à compléter quelques lacunes.

Pour identifier les personnes réprimées et fusillées à Moscou, nous avons également eu recours au fichier constitué par l'association Memorial (<http://www.memo.ru>). Nous avons pu ainsi trouver de nombreuses dates de décès, non connues avant le travail de mémoire, remarquable, de cette association.

Il n'était pas possible, bien entendu, d'envisager une exploitation exhaustive de l'ensemble des 9 691 dossiers personnels conservés au RGAE, qui couvre environ 90 % du personnel ayant travaillé à différents moments, de manière plus ou moins longue, à la Direction centrale de la statistique avant 1939. Les listes du personnel que nous avons trouvées couvrent presque toutes les années, à quelques exceptions près.

Nous avons effectué un sondage dans l'ensemble des dossiers. Ceux-ci ont été traités de manière anonyme. Les noms ont été utilisés uniquement pour les appariements entre dossiers et listes, et toujours dissociés ensuite des informations elles-mêmes. Ils n'ont pas été conservés. Pour permettre un appariement entre dossiers et listes, le sondage a été effectué en prenant les membres du personnel dont le nom commençait par les lettres A, B ou Ž, soit environ 10 % des dossiers (977 exactement)³⁶. Parmi ceux-ci, 58 correspondent à des doublons, c'est-à-dire concernent une même personne, recrutée à des moments différents.

Un corpus complémentaire de près de 300 personnes a été constitué avec l'ensemble des responsables de départements ou leurs adjoints.

Ces sources se sont révélées de bonne qualité. Plusieurs vérifications ont permis d'en juger. Entre 80 % et 90 % des membres du personnel présents dans des listes alphabétiques des années 1920 et 1930 ont un dossier conservé. La proportion, qui est de l'ordre de 87 % au début des années 1920, n'est plus que de 78 % au début des années 1930, mais devient très faible après 1937 (guère plus de 30 % en 1938 et 1939). Nous n'avons pas pu identifier avec précision l'origine de ces lacunes. La dégradation que l'on observe durant les années 1930 est sans doute liée aux nombreuses tensions et désorganisations qui ont marqué cette période, mais probablement aussi au fait que des dossiers conservés encore à l'aube de la Seconde Guerre mondiale ont été détruits ou perdus ensuite, lors de l'évacuation de Moscou. Il n'est pas exclu qu'une partie de ces matériaux soit conservée aussi aux archives de l'actuel Comité d'État de la statistique (*Goskomstat*), dont les dossiers les plus récents n'ont pas encore été déposés au RGAE. Plusieurs recoupements nous conduisent à penser que ces lacunes n'enlèvent rien à la représentativité de notre échantillon, à l'exception des années 1938 et 1939, pour lesquelles le nombre de dossiers est trop faible pour être vraiment exploitable. Cela rend impossible l'étude du renouvellement du personnel pendant et après les grandes purges de 1937 et 1938.

À l'inverse, environ 10 % des personnes pour lesquelles nous avons trouvé un dossier ne figurent dans aucune liste du personnel. En 1932, la proportion est plus importante (de l'ordre de 20 %), mais ceci s'explique par la réforme profonde que connaît alors l'institution et le renouvellement rapide du personnel, ce qui entraîne manifestement une certaine désorganisation et crée donc des lacunes dans les listes. D'autres facteurs interviennent, comme les mutations et les changements de nom pour les femmes après leur mariage.

Pour résumer, la couverture du personnel est donc correcte et les lacunes n'introduisent pas des biais importants dans l'analyse sauf durant les années 1938 et 1939. Certaines indications manquent parfois, par exemple la date de sortie de la Direction centrale de la statistique dans 12 % des dossiers. Nous avons alors réaffecté des dates de sortie par « *hot deck* », c'est-à-dire par tirage aléatoire d'un autre dossier de notre échantillon, qui avait une année d'entrée analogue. Cette procédure d'attribution des données manquantes a aussi été utilisée pour combler d'autres

36. Ainsi, dans le fonds 1562, op. 311, 1 673 dossiers sont conservés, dont 74 commencent par la lettre A, 122 par la lettre B et 19 par la lettre Ž, soit 215 dossiers en tout.

lacunes (jour et mois de naissance, jour et mois d'entrée et de sortie, etc.). Cela permet d'uniformiser l'échantillon sans modifier les distributions de probabilité et en conservant les relations entre variables.

Références des dossiers consultés au RGAE (fonds 1562)

Dossiers individuels des membres du personnels

1562/307 (4 395 dossiers), 1562/308 (213 dossiers), 1562/309 (1 857 dossiers), 1562/310 (1 553 dossiers), 1562/311 (1 673 dossiers).

Listes du personnel

1562/30/1 – liste alphabétique manuscrite, établie fin août-début septembre 1920, puis actualisée jusqu'au 1^{er} février 1923 au fur et à mesure. La sortie la plus tardive de la liste date du 20 juin 1923, date à partir de laquelle la liste ne semble plus avoir été utilisée. Les positions (grade et secteur) dans la CSU sont indiquées.

1562/30/10 – liste alphabétique des collaborateurs de la CSU, établie le 16/11/1927 (selon les données ; la date n'est pas inscrite). Liste non actualisée ensuite. Contient l'ensemble des personnes passées par la CSU depuis l'origine (avec des lacunes constatées).

1562/30/3 – organigramme de la CSU, établi le 22/04/1924, indiquant la liste des membres du personnel, classés par département, sous-département, position hiérarchique et qualification.

1562/30/37 – organigramme de la CSU, établi le 9/03/1928 selon les indications, mais probablement commencé quelque temps auparavant (sans doute le 18 février 1928) et corrigé le 9 mars, indiquant la liste des membres du personnel, classés par département et sous-département, la position hiérarchique et la qualification.

1562/30/46 – organigramme de la CSU, établi le 1/01/1929, indiquant la liste des membres du personnel, classés par département, sous-département, secteur, section, position hiérarchique et qualification.

1562/30/56 – organigramme du secteur économique et social du *Gosplan* (ESS), établi au 1/01/1930, indiquant la liste des membres du personnel classés par groupe, position hiérarchique, qualification et salaire.

1562/30/69 – organigramme de l'ESS, établi au 1/01/1930, indiquant la liste des membres du personnel classés par section, position hiérarchique, qualification, salaire, année d'entrée, statut (vacataire ou non), appartenance au parti, éducation, année et lieu de naissance, origine sociale et adresse du domicile.

1562/30/70 – organigramme de la CUNHU, établi le 1/04/1932 indiquant la liste des membres du personnel, classés par département et sous-département, position hiérarchique, qualification et niveau de salaire.

1562/30/71 – organigramme de la CUNHU, établi le 1/07/1933 (et corrigé le 1/08/1933), indiquant la liste des membres du personnel classés par section, position hiérarchique, qualification.

1562/30/105 – organigramme de la CUNHU, établi le 1/03/1934, indiquant la liste des membres du personnel classés par section, groupe, position hiérarchique, qualification.

1562/30/106 – organigramme de la CUNHU, établi en mars 1934 (probablement à la fin du mois), indiquant la liste des membres du personnel classés par section, groupe, position hiérarchique, qualification et salaire.

1562/30/173 – organigramme de la CUNHU, établi en 1938 (mois non précisé), indiquant la liste des membres du personnel classés par département et secteur, position hiérarchique, qualification et salaire.

1562/2/791 – organigramme de la CUNHU, établi le 20/03/1939, indiquant la liste des membres du personnel classés par département, secteur, position hiérarchique, qualification et salaire.

Informations disponibles dans les dossiers personnels

1. Nom, prénom, patronyme
2. Année de naissance
3. Lieu de naissance (village, district, région)
4. Sexe
5. Origine sociale
6. Occupation principale des parents
7. Position sociale
8. Niveau d'éducation
9. Nom de l'institution d'enseignement
10. Appartenance au parti
11. Membre d'un syndicat, nom du syndicat
12. Connaissance des langues étrangères
13. Activités professionnelles avant la CSU

Lieu (ville, région ; localité rurale ou urbaine)	Occupation	Période (mois/année – mois/année)

14. Date d'entrée à la CSU (CUNHU) (mois/année)

15. Secteur et grade à la CSU (CUNHU)

Secteur	Grade	Date (mois/année- mois/année)

16. Date de licenciement (mois/année)

17. Raison du licenciement

18. Présence éventuelle, dans les dossiers personnels, des documents suivants et, si oui, pour quelles années

Autobiographie	Dénonciation	Lettre de recommandation

					1860-69	Varsovie			
					1870-74			?	
					1875-79	Moscou			
					1880-84				
					1885-89				
					1890				
					1891				
					1892				
					1893				
					1894				
					1895				
					1896				
					1897				
					1898	Petersbourg			
					1899				
					1900				
					1901				
					1902				
					1903				
					1904				
					1905				
					1906				
					1907				
					1908				
					1909				
					1910				
					1911				
					1912				
					1913				
					1914				
					1915				
					1916				
					1917				

Annexe III

La Direction de la statistique, ses diverses dénominations et ses différents directeurs de 1918 à 1941

Période	Dénomination	Sigle	Directeur
25/06/1918- 17/07/1923	Central'noe Statističeskoe Upravlenie RSFSR	CSU	Popov, Pavel Il'ič
17/07/1923- 19/03/1926	Central'noe Statističeskoe Upravlenie SSSR pri Sovet Narodnyh Komissarov SSSR	CSU SSSR	Popov, Pavel Il'ič Paškovskij, Evgenij Vladislavovič [intérimaire] Osinskij (Obolenskij), Valerian Valerianovič
19/03/1926- 23/01/1930	Central'noe Statističeskoe Upravlenie SSSR	CSU SSSR	Osinskij (Obolenskij), Valerian Valerianovič Mijjutin, Vladimir Pavlovič
23/01/1930- 09/05/1931	Ekonomiko-Statističeskij Sektor Gosplana SSSR	ESS Gosplana SSSR	Minaev, Sergej Vladimirovič
09/05/1931- 17/12/1931	Sektor Narodno-Hozjajstvennogo Učeta Gosplana SSSR	SNHU Gosplana SSSR	Minaev, Sergej Vladimirovič
17/12/1931- 07/02/1933	Central'noe Upravlenie Narodno-Hozjastven- nogo Učeta SSSR pri Gosplane SSSR	CUNHU pri Gosplane SSSR	Osinskij (Obolenskij), Valerian Valerianovič
07/02/1933- 02/02/1938	Central'noe Upravlenie Narodno-Hozjastven- nogo Učeta SSSR Gosplana SSSR	CUNHU Gosplana SSSR	Kraval', Ivan Adamovič Vermeščev, Ivan Dmitrievič
02/02/1938- 14/02/1939	Central'noe Upravlenie Narodno-Hozjastven- nogo Učeta SSSR pri Gosplane SSSR	CUNHU pri Gosplane SSSR	Sautin, Ivan Vasil'evič
14/02/1939- 21/03/1941	Central'noe Statističeskoe Upravlenie Gosplana SSSR	CSU Gosplana SSSR	Starovskij, Vladimir Nikonovič